

- **Concernant le processus de coordination de l'appui, y compris les incitations positives et questions de gouvernance, y compris les fonctions potentielles, les modalités et les procédures (FCCC/CP/2012/L.14/Rev.1, paragraphes 34, 35 et 36).**

Les pays de la COMIFAC réaffirment qu'il est essentiel qu'un financement accru, additionnel, prédictible et adéquat, provenant de sources publiques et privées, soit mis à la disposition des pays en développement.

Ils rappellent que les engagements financiers des pays développés doivent provenir principalement de sources publiques, et que le financement par le biais de sources privées doit compléter ce financement, et s'y substituer.

Ce financement privé ne doit, par ailleurs pas être une façon détournée de subventionner le transfert technologique d'entreprises basées dans les pays développés, mais plutôt engendrer des bénéfices concrets dans le pays hôte afin de répondre aux besoins urgents en matière d'adaptation et d'atténuation, qui s'intègrent obligatoirement dans leurs programmes nationaux de développement économique et social.

S'agissant du paragraphe 35, les pays membres de la COMIFAC optent pour la mise en place d'un Conseil pour le mécanisme de la REDD+.